

Déclaration FSU au CTA du 4 juillet 2016

Le gouvernement de M.Valls s'enferme dans une logique d'affrontement et refuse tout dialogue social. Qu'il s'agisse de la réforme du collège avec la publication des décrets d'application au lendemain d'une journée d'action, qu'il s'agisse de la loi travail avec l'utilisation du 49.3 et la remise en cause du droit de manifester, le Premier Ministre affiche un autoritarisme forcené et fait du passage en force son argument favori.

Avec l'annonce de mesures sur les carrières le gouvernement essaie de combler le fossé qu'il a lui-même creusé avec les personnels. Certes ces annonces contiennent des éléments positifs qui vont dans le sens des mandats de la FSU, comme par exemple la mise en place d'un rythme unique (à deux exceptions près) pour l'avancement d'échelon de la classe normale des enseignants, par exemple. Cependant le calendrier d'application de ces mesures est trop tardif et certaines propositions sont en l'état inacceptables, telles que les modalités d'accès à la classe exceptionnelle ou l'absence de garantie d'un accès à la hors-classe pour toute et tous. En tout état de cause ce dispositif ne peut être qu'une première étape d'une revalorisation plus significative des personnels et ne peut en aucune manière être considéré comme une contrepartie aux attaques contre nos métiers.

Après un an de lutte, les syndicats du second degré de la FSU sont toujours aussi déterminés à poursuivre leur action contre cette réforme du collège. Certes la mobilisation de la profession avec l'intersyndicale du second degré a permis de faire évoluer les positions d'une administration contrainte à la prudence et a atténué certains aspects de la réforme. Cependant le principe d'une autonomie aux mains de la hiérarchie et la mise en concurrence des disciplines perdurent. La réforme et ses dispositifs dénaturent profondément nos métiers et alourdissent le service des enseignant-es. La FSU appelle les personnels à ne rien se laisser imposer et à entrer en résistance pédagogique pour la réussite de toutes et de tous.

Pour les lycées, les orientations annoncées par la Ministre s'inscrivent dans la continuité de la réforme Châtel particulièrement celles concernant les modalités de redoublement. Dans notre académie l'impossibilité pour les 2de de pouvoir choisir entre un deuxième enseignement d'exploration ou la section européenne réduit de manière inacceptable l'offre éducative. Par ailleurs les effectifs de classe dans la filière technologique augmentent significativement (35 élèves dans toutes les classes de bac STMG). Cette situation dégrade les conditions d'enseignement et de travail pour les élèves et les enseignant-es.

Concernant la préparation de rentrée, au-delà du calendrier inopérant dans le second degré, la FSU rappelle que les enseignant-es du 1^{er} degré n'attendent pas le jour de la rentrée pour lancer leur année scolaire. La programmation pédagogique de la classe ne tombe pas du ciel et les enseignant-es s'y attellent d'ailleurs bien avant la rentrée. La rentrée se prépare aussi au sein de l'équipe enseignante : aménagement de sa classe, accueil des nouveaux collègues, organisation du travail en équipe, programmation de projets, informations diverses... A cela s'ajoute pour les directrices et directeurs les réunions avec le personnel des écoles, réunion en circonscriptions avec les IEN... Ces journées permettent de préparer l'accueil des élèves dans les meilleures conditions. Nous réitérons par conséquent notre demande de laisser le choix aux équipes d'écoles quant à l'organisation des demi-journées de pré-rentrée en pouvant notamment les positionner une 2^{ème} journée le 30 août.

Le PAF continue de s'inscrire dans le formatage aux «bonnes pratiques». Il ne répond que trop peu aux réels besoins des enseignant-es. Il y a urgence à avancer sur ce dossier.

Nous souhaiterions connaître les établissements scolaires concernés par les projets de fusion dans l'académie. La FSU se fait aussi l'interprète des personnels des Œuvres universitaires suite au CA du CROUS du 16 juin et le projet de rapprochement des CROUS de Caen et de Rouen. Plus généralement, la FSU s'inquiète d'une politique des restructurations des services conduite à marche forcée, contradictoire avec le dialogue social et l'intérêt des personnels.